

La fâcheuse pilule

En 2018, en Côte d'Ivoire, à Soubré, Jacqueline, élève de troisième, pousse les portes de Médecins du Monde. La jeune fille de 17 ans ne voulait pas d'enfant, son rêve : continuer ses études pour devenir enseignante. Cependant, elle a vu son unique rêve se briser à la suite d'un rapport sexuel consenti mais non protégé.

Elle ne connaissait rien des méthodes contraceptives. Elle n'avait jamais utilisé de préservatif, ni entendu parler de pilules. Mais les conséquences sont bien plus graves qu'un rêve brisé : reniée par ses parents, Jacqueline se retrouve jetée à la rue.

Son histoire n'est pas unique. Chaque année la Côte d'Ivoire enregistre plus de 300 000 cas de grossesses non désirées en milieu scolaire. Plus largement aujourd'hui dans le monde 225 millions de femmes qui veulent éviter une grossesse n'ont pas accès à la contraception.

Pourtant la contraception est un droit fondamental et inaliénable qui influence de nombreux droits : le droit à l'éducation, le droit à la santé et le droit à une existence digne. Selon l'ONU : « L'incapacité à déterminer quand avoir des enfants et combien en avoir est une conséquence de l'injustice sociale et d'un manque de liberté, qu'elle vient aussi aggraver »

L'absence de moyens contraceptifs est avant tout liée au développement économique du pays et à ses ressources. Mais pas seulement. Parfois, il s'agit de choix idéologiques ou politiques faits sans se préoccuper des femmes.

Ainsi, en Iran la distribution de contraception gratuite est dorénavant interdite, les médecins ont l'interdiction de les conseiller aux patients. Ces derniers doivent faire eux-mêmes la démarche et en supporter le coût.

La croissance de la population iranienne ralentit, alors les autorités ont décidé que les femmes devaient à nouveau enfanter, peu importe que cela se fasse au détriment de quelques droits fondamentaux.

Combattre pour ses droits en tant que femme devient une bataille impérieuse alors qu'à quelques centaines de kilomètres des gouvernements bafouent nos droits.

Pour pouvoir utiliser une méthode de contraception il faut savoir qu'il en existe. Cela passe par l'éducation mais comment faire lorsque la priorité n'est pas l'éducation mais l'armement du pays ?

Selon les Nations Unies, les conflits en cours au Moyen-Orient et dans le nord de l'Afrique privent d'éducation plus de 13 millions d'enfants, souvent des jeunes filles. Chaque année les États-Unis offrent 1,3 milliard de dollars à l'Égypte en aide militaire mais seulement 250 millions de dollars sont versés aux projets et aux programmes civils.

Au Moyen-Orient la culture et les belles promesses de la religion se retournent contre les femmes. Donya, sache-femme afghane en est une de ces victimes. Elle s'occupe des naissances dans un hôpital en Afghanistan et lorsque les femmes en ont assez de donner naissance – souvent au bout de quatre/cinq enfants – Donya leur donne la pilule.

Elle témoigne « Je reçois des menaces quotidiennement, on me menace de mort, de viol car on sait ce que je fais, ce que je donne aux femmes...»

Voilà le quotidien des femmes avant le retour des talibans au pouvoir. Aujourd'hui c'est pire, bien pire ! Pensez-vous que ce soit juste ? Pourquoi l'article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme disant que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, n'est pas respecté ?

Incontestablement la parole se libère grâce aux réseaux sociaux. De plus en plus de jeunes Africaines sont conscientes du droit à disposer de leur corps. Cependant il faut le dire malgré cette amélioration la parole des femmes demeure cadenassée par le contrôle social. Au Sénégal, les solides barreaux de cette prison sont entretenus grâce aux valeurs écrasantes que sont l'honneur, la pudeur et la patience.

La maternité n'est pas un obstacle à la libération des femmes. Le frein, c'est la sacralisation de la maternité et le contrôle du corps des femmes qu'elle implique.

En Afrique, la maternité demeure ce qui définit socialement, culturellement et religieusement la femme. On ne devient vraiment femme qu'en devenant mère.

Les inégalités de genre sont justifiées et acceptées comme des normes sociales conformes aux valeurs ancestrales. Cet argument est évidemment un leurre, car les valeurs sont mouvantes, elles se réinventent en fonction des générations et des époques.

De nombreuses femmes sont confrontées à un ultime obstacle sur le chemin de l'accès à la contraception. Cet obstacle se trouve dans leur sphère privée, cet obstacle est leur mari.

Parce qu'au Moyen-Orient la reconnaissance sociale d'un homme passe très souvent par une descendance nombreuse permise par le corps des femmes.

C'est l'homme qui décide si la femme peut utiliser une méthode de contraception et quel type de contraception de façon unilatérale, cela lui permet de garder le contrôle sur la fécondité de sa femme. L'instrumentalisation du corps des femmes par l'islam politique se renforce alors et se propage de plus en plus.

Et pourtant l'accès à la contraception est un élément décisif dans l'émancipation des femmes.

Et pourtant choisir d'enfanter ou non permettra aux femmes de ne pas tomber dans une situation précaire où elles seront sans argent et sans logement.

Et pourtant la contraception permet d'éviter un avortement à risque, inévitable en Afrique pour 95% des femmes.

Et même si l'accès à la contraception signifie accès à l'alphabétisation.

Les évolutions prennent du temps, beaucoup trop de temps.

Agissons alors.

Agissons en nous informant.

Agissons en en parlant.

Agissons en faisant des dons.

Faisons porter la voix et entendre la cause des femmes du Moyen-Orient parce que nous le pouvons.

Parce que c'est mon devoir parce que c'est notre devoir en tant qu'individu que de combattre les injustices et les inégalités de ce monde.